

## “Le syndical ? C’est nous !”

Menaces de faire sauter "l'outil de travail", comme à New Fabris ou Nordet ; occupations, séquestrations en série ; actions coup de poing contre les sièges sociaux d'entreprises… Tous ces débordements ont consisté à "intéger la contestation" en lui faisant emprunter les voies raisonnables de la négociation ou des itinéraires balisés et bon enfant des "grandes journées nationales ou d'action".

Bien sûr, quelques secrétaires CGT ou autres " *comprennent bien ces gestes désespérés* ". Évidemment, des délégués syndicaux ou des res-

pensables de CE se retrouvent au premier rang dans la bagarre (pour garder un pied dans la lutte, pour mieux gérer ou calmer " les gars",

parce qu'ils se laissent embarquer aussi…). Mais au niveau des ins-

tances nationales, comme on dit, ça hésite entre le silence gêné et les condamnations plus ou moins explicites. Au printemps, toute cette agitation pouvait encore servir pour une sorte de chantage à la paix sociale : les responsables syndicaux ont mis la pression sur le gouvernement sur le mode du " *vous devez lâcher du lest parce qu'on va pas pouvoir les tenir très longtemps* ". Mais le bordel ambiant rend aussi les grandes centrales de moins en moins crédibles dans leur rôle "d'interlocuteurs responsables". Si bien que la CGT au niveau confédéral déclarait fin juillet que toutes " *ces actions radi-*

*cales conduisaient à l'impasse* " et qu'elles " *risquaient de discrédit-*

*er les luttes syndicales* ". On se retrouve alors avec les classiques tiraillements entre la base

et la direction des appareils syndicaux (voir entre la base et les syn-

dicats tout court, comme à Caterpillar où des ouvriers en lutte ont encercle la DTE pour empêcher leurs "délégués" de signer un

accord de fin de conflit). Mais au-delà, certains sites ne sont pas loin de faire sécession, et publiquement en plus. C'est le cas par des

sections de la CGT du rail qui, depuis la grève de l'automne 2007, ne font plus remonter leurs cotisations au niveau fédéral mais préfèrent

les utiliser pour se constituer une caisse de grève. Mi-juin, la CGT

avait adressé une *Lettre ouverte à Bernard Thibault* qui remet

explicitement en cause la stratégie des " *Journées de mobilisation*

*à la base*. […] *Des milliers de salariés en France attendent un appel éclatés, si peu cohérents avec la cruauté de ce que nous subissons*

*à une action totale. Les manifestations encadrées dont les parcours sont connus de tous ne servent plus à rien, si ce n'est à se faire plain-*

*sir et montrer qu'il y a encore des syndicats dans ce pays !!! Qui peut juste bon qu'à trayer avec le gouvernement, à calmer les bases. Ils servent juste qu'à ça, toute cette racaille*. […] ]

*On l'a jamais vu, on n'a jamais eu un appel. Trouve-moi une inter-*

*view ou il cite le mot Continental… jamais !*

Silence de la CGT sur la lutte des Contis, sur la façon dont ils sont

allés soutenir d'autres grévistes, silence sur les pratiques qui s'in-

ventent à la base pour prendre en charge le travail qu'est sensé jus-

tement réaliser un syndicat : mettre en lien les foyers de lutte, per-

mettre leur renforcement mutuel… Mais depuis Clairoix, Châteleraut ou Amiens, ces liens se tissent à l'écart du terrain bien

police des "négociations entre partenaires sociaux", en rupture avec

la machine à fabriquer l'impunissane. Le 30 juillet, 3000 personnes,

dont de nombreuses délégations syndicales venues d'entreprises en

lutte, se sont retrouvées à New Fabris en soutien aux grévistes

poseurs de bombomes de gaz, " *pour créer un collectif qui permette*

*de se battre tous ensemble*". De l'avis généraux, " *les fédérations au*

*niveau national sont juste la pour les photos à l'Élysée*". Un

Cégeste de l'usine Ford-Blancourt résume : " *Ils sont devenus*

*incapables de prendre une initiative. À force de vouloir se la jouer*

*dont. Ils ont perdu toute combativité. L'enjeu d'une journée comme*

*une bagarre plus radicale. Si on y parvient nous n'aurons plus besoin*

*des têtes pensantes* ".

2 juillet : les ouvriers de New Fabris (Châtelleraut) qui occupent l'usine depuis le 16 juin incendient une machine à l'occasion de la venue de Stéphane de Ribou, commissaire à la ré-industrialisation. Dix jours plus tard, ils mena-

L'incident fait suite à l'interpellation, la veille, de 6 employés du magasin soup-

çonnés d'avoir laissé passer gratuitement certains produits au profit d'amis ou

de membres de leur famille. Dans le quartier, les policiers venus récupérer les

6 juillet : des grévistes d'Azur-Chimie à Port-de-Bouc séquestrent leurs diri-

geants et un actionnaire du groupe ICLC.

17 juillet : les salariés de New Fabris détruisent une neuvième machine.

18 juillet, Tonneins (Lot-et-Garonne) : les salariés de JLG obtiennent gain de

cause après avoir menacé de faire sauter l'usine avec des bombomes de gaz.

19 juillet, Ales (Gard) : attaques incendiaires contre l'Apra et l'Anpe à

Rochebelle.

22 juillet, Blanzay (Saône-et-Loire) : séquestration de 4 cadres de Michelin

(Yvelines) : fin de la grève chez Nortel. Afin de se faire entendre, les salariés

avaient menacé le 14 juillet de faire sauter leur entreprise à l'aide de bombon-

nes de gaz. Ils ont obtenu des indemnités de 30 à 50 000 euros. À Fos-sur-Mer

(Bouches-du-Rhône) : séquestration de cadres de LyondellBasell. Blocage de

l'entrée d'un autre site du groupe à Fos durant quelques heures. Ces salariés ont

également fermé les vannes d'une conduite d'éthylène desservant plusieurs usi-

23 juillet : des salariés de Servisat Cargo retiennent leur PDG et leur direc-

tes généraux en rctés au tribunal de Bobigny pour "séquestration", "blocus",

"trouble illicite" et "violence morale permanente".

5 août : heurts entre des vigiles et les salariés de l'entreprise Vignemark qui ten-

aient d'investir le siège social de leur employeur (Denchebourg). Un vigile

entra à l'hôtel.

6 août, Villeneuve-sur-Yarn : un haut cadre de Molex agressé, la CGT le pro-

tegeant, et l'usine est fermée.

8 août, Nantes : une dizaine de personnes, masquées et munies de bâtons

déboutent de la nourriture, de l'alcool et de des gadgets high-tech au supermarché

de Villeneuve. Ils couvrent leur fuite en lançant des fusées de détresse en direc-

tion des gendarmes. Sur l'île de La Réunion, un sabotage prive plus de 50 000

personnes du réseau SFR pendant une nuit dans la région de Saint-Benoit et

celle du Grand-Sud.

13 août : 6h du mat, évacuation de trois salariés à Legré-Mante (au sud de

Marsaille) par deux compagnies de CRS. Quelques habitants du quartier sont

venus apporter leur soutien aux salariés qui ont décidé d'occuper leur lieu de

travail le 24 juillet, après son placement en liquidation judiciaire. Les démineurs

avaient découvert deux cocktails molotov à proximité de l'entrée de l'entre-

prises. " *Cette usine c'est plus de 200 ans de présence dans ce quartier. Il n'y a pas une famille*

*qui n'a pas un de ses membres qui a travaillé ici. Ce matin, un déploiement de force, on aurait*

*dit une mauvaise bande dessinée. Ce quartier est populaire, il doit le rester et ne pas être livré*

*à la spéculation immobilière* ", disent les voisins. L'usine est en effet située sur un



# Sans

# préavis

**été 2009**



# “Vous allez nous craindre”

15 avril, St-Siméon de Brestieux : 400 personnes défilent contre la fermeture

de l'usine Schaeffler (bloquée depuis une semaine) ; de nombreux commer-

çants, artisans et paysans sont venus se joindre au combat pour la survie du vil-

lage. Blocage de l'entrée des laboratoires de recherche du groupe Lafarge à

Saint-Quentin-Fallavier par les salariés d'un sous-traitant basé à Seyssuel.

16 avril : 19 employés de Caterpillar passent au tribunal pour "entraîne à la

héroïc de travail" ; certains, en protestation, installent un campement devant

le site. Une semaine plus tôt, les salariés avaient refusé unanimement de se ren-

dre à l'Élysée où Sarkozy les avait invités. " *On n'accepte pas de passer pour des voyou.*

*On n'a pas le voir, il n'a qu'à venir lui* ". Au même moment, malgré un accord de

fin de conflit signé par FO et la CGT, 80 grévistes de l'oyota Conaing (Nord)

bloquent les entrées et les lignes de fabrication, histoire de continuer le mou-

vement et de réclamer le paiement des jours de grève.

18 avril : des pêcheurs bloquent les ports de Calais, Dunkerque et Boulogne

et obtiennent une rallonge de 4 millions d'euros. Pour protester contre le "chô-

mage partiel de longue durée", 1000 salariés d'ArcelorMittal (sur les 2600 que

compte le site de Florange en Moselle) bloquent une gare de triage par laquelle

transitent les approvisionnements en acier.

Fin avril : occupation et blocage de l'usine LST Électronique, de la tuilerie

Monier-Lafarge à Seyssuel et de l'entreprise Lear (fabriquant de sièges auto pour

PSA). Usine bloquée, affrontements avec les vigiles à Auchel (Pas-de-Calais).

28 avril : des manifestants saccagent la permanence de l'UMP.

Fin avril : occupation et blocage de l'usine LST Électronique, de la tuilerie

Monier-Lafarge à Seyssuel et de l'entreprise Lear (fabriquant de sièges auto pour

PSA). Usine bloquée, affrontements avec les vigiles à Auchel (Pas-de-Calais).

28 avril : des manifestants saccagent la permanence de l'UMP.

Fin avril : occupation et blocage de l'usine LST Électronique, de la tuilerie

Monier-Lafarge à Seyssuel et de l'entreprise Lear (fabriquant de sièges auto pour

## Continental : lutte continue

Le 30 mai, un accord est trouvé entre les salariés de Clairoix et la direction de Continental. Les salaires seront maintenus à 100% jusqu'à octobre, puis à 75% jusqu'en 2014 sans compter la prime de 50 000 euros qui a fait couler tant d'encre. On aurait pu en rester là : mettre au rencard les amitiés nouvellement éprouvées, la bagarre… tout aurait pu se résoudre par le vote. 50 000 euros de

prime, c'est déjà un beau résultat au bout de deux mois et demi de

lutte. Mais la plus grande des victoires n'est sans doute pas là. Elle

consiste à "intéger la contestation" en lui faisant emprunter les

voies raisonnables de la négociation ou des itinéraires balisés et bon

enfant des "grandes journées nationales ou d'action".

Bien sûr, quelques secrétaires CGT ou autres " *comprennent bien ces*

*gestes désespérés* ". Évidemment, des délégués syndicaux ou des res-

pensables de CE se retrouvent au premier rang dans la bagarre (pour

garder un pied dans la lutte, pour mieux gérer ou calmer " les gars",

parce qu'ils se laissent embarquer aussi…). Mais au niveau des ins-

tances nationales, comme on dit, ça hésite entre le silence gêné et

les condamnations plus ou moins explicites. Au printemps, toute

cette agitation pouvait encore servir pour une sorte de chantage à la

paix sociale : les responsables syndicaux ont mis la pression sur le

gouvernement sur le mode du " *vous devez lâcher du lest parce*

*qu'on va pas pouvoir les tenir très longtemps* ". Mais le bordel

ambiant rend aussi les grandes centrales de moins en moins crédibles

dans leur rôle "d'interlocuteurs responsables". Si bien que la CGT au

niveau confédéral déclarait fin juillet que toutes " *ces actions radi-*

*cales conduisaient à l'impasse* " et qu'elles " *risquaient de discrédit-*

*er les luttes syndicales* ". On se retrouve alors avec les classiques tiraillements entre la base

et la direction des appareils syndicaux (voir entre la base et les syn-

dicats tout court, comme à Caterpillar où des ouvriers en lutte ont

encercle la DTE pour empêcher leurs "délégués" de signer un

accord de fin de conflit). Mais au-delà, certains sites ne sont pas loin

de faire sécession, et publiquement en plus. C'est le cas par des

sections de la CGT du rail qui, depuis la grève de l'automne 2007, ne

font plus remonter leurs cotisations au niveau fédéral mais préfèrent

les utiliser pour se constituer une caisse de grève. Mi-juin, la CGT

avait adressé une *Lettre ouverte à Bernard Thibault* qui remet

explicitement en cause la stratégie des " *Journées de mobilisation*

*à la base*. […] *Des milliers de salariés en France attendent un appel*

*éclatés, si peu cohérents avec la cruauté de ce que nous subissons*

*à une action totale. Les manifestations encadrées dont les parcours sont connus de tous ne servent plus à rien, si ce n'est à se faire plain-*

*sir et montrer qu'il y a encore des syndicats dans ce pays !!! Qui peut juste bon qu'à trayer avec le gouvernement, à calmer les bases. Ils servent juste qu'à ça, toute cette racaille*. […] ]

*On l'a jamais vu, on n'a jamais eu un appel. Trouve-moi une inter-*

*view ou il cite le mot Continental… jamais !*

Silence de la CGT sur la lutte des Contis, sur la façon dont ils sont

allés soutenir d'autres grévistes, silence sur les pratiques qui s'in-

ventent à la base pour prendre en charge le travail qu'est sensé jus-

tement réaliser un syndicat : mettre en lien les foyers de lutte, per-

mettre leur renforcement mutuel… Mais depuis Clairoix, Châteleraut ou Amiens, ces liens se tissent à l'écart du terrain bien

police des "négociations entre partenaires sociaux", en rupture avec

la machine à fabriquer l'impunissane. Le 30 juillet, 3000 personnes,

dont de nombreuses délégations syndicales venues d'entreprises en

lutte, se sont retrouvées à New Fabris en soutien aux grévistes

poseurs de bombomes de gaz, " *pour créer un collectif qui permette*

*de se battre tous ensemble*". De l'avis généraux, " *les fédérations au*

*niveau national sont juste la pour les photos à l'Élysée*". Un

Cégeste de l'usine Ford-Blancourt résume : " *Ils sont devenus*

*incapables de prendre une initiative. À force de vouloir se la jouer*

*dont. Ils ont perdu toute combativité. L'enjeu d'une journée comme*

*une bagarre plus radicale. Si on y parvient nous n'aurons plus besoin*

*des têtes pensantes* ".

17 août : heurts entre des vigiles et les salariés de l'entreprise Vignemark qui ten-

aient d'investir le siège social de leur employeur (Denchebourg). Un vigile

entra à l'hôtel.

6 août, Villeneuve-sur-Yarn : un haut cadre de Molex agressé, la CGT le pro-

tegeant, et l'usine est fermée.

8 août, Nantes : une dizaine de personnes, masquées et munies de bâtons

déboutent de la nourriture, de l'alcool et de des gadgets high-tech au supermarché

de Villeneuve. Ils couvrent leur fuite en lançant des fusées de détresse en direc-

tion des gendarmes. Sur l'île de La Réunion, un sabotage prive plus de 50 000

personnes du réseau SFR pendant une nuit dans la région de Saint-Benoit et

celle du Grand-Sud.

13 août : 6h du mat, évacuation de trois salariés à Legré-Mante (au sud de

Marsaille) par deux compagnies de CRS. Quelques habitants du quartier sont

venus apporter leur soutien aux salariés qui ont décidé d'occuper leur lieu de

travail le 24 juillet, après son placement en liquidation judiciaire. Les démineurs

avaient découvert deux cocktails molotov à proximité de l'entrée de l'entre-

prises. " *Cette usine c'est plus de 200 ans de présence dans ce quartier. Il n'y a pas une famille*

*qui n'a pas un de ses membres qui a travaillé ici. Ce matin, un déploiement de force, on aurait*

*dit une mauvaise bande dessinée. Ce quartier est populaire, il doit le rester et ne pas être livré*

*à la spéculation immobilière* ", disent les voisins. L'usine est en effet située sur un

terrain de 17ha qui aurait été évalué à 42 millions d'euros.

5 août : heurts entre des vigiles et les salariés de l'entreprise Vignemark qui ten-

aient d'investir le siège social de leur employeur (Denchebourg). Un vigile

entra à l'hôtel.

6 août, Villeneuve-sur-Yarn : un haut cadre de Molex agressé, la CGT le pro-

tegeant, et l'usine est fermée.

8 août, Nantes : une dizaine de personnes, masquées et munies de bâtons

déboutent de la nourriture, de l'alcool et de des gadgets high-tech au supermarché

de Villeneuve. Ils couvrent leur fuite en lançant des fusées de détresse en direc-

tion des gendarmes. Sur l'île de La Réunion, un sabotage prive plus de 50 000

personnes du réseau SFR pendant une nuit dans la région de Saint-Benoit et

celle du Grand-Sud.

13 août : 6h du mat, évacuation de trois salariés à Legré-Mante (au sud de

Marsaille) par deux compagnies de CRS. Quelques habitants du quartier sont

venus apporter leur soutien aux salariés qui ont décidé d'occuper leur lieu de

travail le 24 juillet, après son placement en liquidation judiciaire. Les démineurs

avaient découvert deux cocktails molotov à proximité de l'entrée de l'entre-

prises. " *Cette usine c'est plus de 200 ans de présence dans ce quartier. Il n'y a pas une famille*

*qui n'a pas un de ses membres qui a travaillé ici. Ce matin, un déploiement de force, on aurait*

*dit une mauvaise bande dessinée. Ce quartier est populaire, il doit le rester et ne pas être livré*

*à la spéculation immobilière* ", disent les voisins. L'usine est en effet située sur un

terrain de 17ha qui aurait été évalué à 42 millions d'euros.

5 août : heurts entre des vigiles et les salariés de l'entreprise Vignemark qui ten-

aient d'investir le siège social de leur employeur (Denchebourg). Un vigile

entra à l'hôtel.

6 août, Villeneuve-sur-Yarn : un haut cadre de Molex agressé, la CGT le pro-

tegeant, et l'usine est fermée.

8 août, Nantes : une dizaine de personnes, masquées et munies de bâtons

